

«Un rendez-vous manqué»

Les décisions gouvernementales ont été diversement accueillies, vendredi. Si, du côté de l'OGBL et du LCGB, le mot d'ordre est «pas de commentaires», l'UEL fait la morale.



Photo : archives / d'Idler sylvestre

«Votre approche est hautement regrettable alors qu'elle tend à compromettre le modèle tripartite», écrit Michel Wurth à l'intention des syndicats.

Prudence pour deux des trois syndicats, qui refusent de s'exprimer à chaud. Pour sa part, l'UEL appelle à maintenir la compétitivité pour garantir le modèle économique et social luxembourgeois.

De notre journaliste
Romain Van Dyck

On a décidé de ne rien dire à chaud, explique le porte-parole de l'OGBL, Mil Lorang. Pour l'instant, il n'y a aucun écrit, seulement des déclarations du gouvernement. On veut prendre le temps d'y réfléchir. Il demande donc de patienter jusqu'à lundi pour connaître la réaction du syndicat.

Le renvoi néanmoins à une newsletter publiée ce vendredi, au titre évocateur : «Pourquoi la tripartite a-t-elle échoué?» Le communiqué critique la position de négociation avancée par l'UEL, qui «était une provocation délibérée et une attaque frontale contre les fondements du modèle social luxembourgeois».

L'OGBL estime donc que la rupture des négociations de la tripartite est «la conséquence logique de cet acte de sabotage de la part du patro-

nat». Le communiqué conclut par trois revendications : «Pour l'index et nos salaires; pour une politique progressiste en matière de conditions de travail, et pour une réforme de la représentation du personnel dans les entreprises.» Un dernier point sur lequel l'OGBL pourrait avoir satisfaction (lire ci-dessous).

Du côté du LCGB, même topo : «On ne prendra pas position avant lundi ou mardi prochain. Il faut qu'on en discute en interne», explique le responsable des relations publiques, Christophe Knebler.

➤ Appel au maintien de l'échelle mobile

Finalement, seule la CGFP a souhaité réagir vendredi, par communiqué. Le syndicat dénonce le fait que l'index ne soit versé qu'une fois par an et critique les modulations de la composition du panier. Par ailleurs, il aurait préféré le maintien intégral du système de l'échelle mobile, qui consiste en une compensation des effets inflationnistes et de la perte de pouvoir d'achat, «et non pas en une hausse salariale».

Du côté du patronat, la réaction a été prompte : l'UEL s'est fendue ven-

dredi d'une longue lettre ouverte adressée aux présidents des trois syndicats... et ne se prive pas de leur faire la leçon.

«Je regrette cette situation de rendez-vous manqué (...) Votre approche est hautement regrettable alors qu'elle tend à compromettre le modèle tripartite», assène le président Michel Wurth. Et d'ajouter : «Vous êtes bien conscients que nous vivons actuellement la plus grave crise économique de l'après-guerre en Europe. Notre pays a perdu de manière extrêmement préoccupante en compétitivité, (qui est) la condition

de la soutenabilité de notre modèle économique et sociale.»

Il maintient donc les positions de l'UEL : instituer à court terme un moratoire de l'indexation pour une durée de deux ans; flexibiliser l'organisation du temps de travail; assainir les finances publiques.

Et de conclure par un dernier rappel à l'ordre : «La recherche du consensus en ce moment est d'autant plus indispensable qu'il s'agit de sauvegarder la cohésion au sein de notre société et d'assurer le progrès social. Il y va de l'avenir de notre pays.»

Des partis mécontents

Le DP, déi Lénk et l'ADR ont fait part, vendredi, par voie de communiqué, de leur mécontentement face à la rupture de la tripartite et aux mesures proposées par le gouvernement. Selon le DP, les mesures présentées, vendredi, montrent que le gouvernement n'a pas de stratégie visant à augmenter la croissance et l'emploi.

Déi Lénk soutient le boycott des syndicats et plaide pour une réforme fiscale favorisant une redistribution du haut vers le bas. L'ADR, enfin, regrette cette «monopartite», mais salue le gros des mesures. Elle craint pourtant qu'elles pourraient engendrer une augmentation de la bureaucratie.